



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P.) COMMUN A TOUS LES LOTS

Procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L 2124-2, R2124-1, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

FOURNITURE D'ENGRAIS, DE SEMENCES ET DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR L'UE P3R BOURGES DU CENTRE INRAE VAL DE LOIRE

Personne Publique contractante :

INRAE- Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Centre Val de Loire – 37380 NOUZILLY – Tel : 02 47 42 77 00

Service chargé du suivi du dossier :

Service Achats Marchés – Tel : 02 38 41 78 20 – marches-publics-vdl@inrae.fr

Représentant du Pouvoir Adjudicateur et Ordonnateur :

Monsieur le Directeur des Services d'Appui du Centre Val de Loire – 45075 ORLEANS

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre Val de Loire – 37380 NOUZILLY

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2196-2 du code de la commande publique :

Monsieur le Directeur des Services d'Appui du Centre Val de Loire - 37380 NOUZILLY
ou son représentant

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture d'engrais, de semences et de produits phytosanitaires pour l'UE P3R Bourges du Centre INRA Val de Loire.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes financières constituées du bordereau de prix correspondant dûment complété et signé, pour chaque lots,
- le Cahier des Clauses Particulières, commun à tous les lots, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- le mémoire technique,
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les pièces générales sont réputées connues du Titulaire et notamment le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services-CCAG – FCS.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire et notamment dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque, et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Notamment les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 - FORME ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1.- Forme du marché

Les marchés sont des accord-cadre mono-attributaire avec un seuil maximum annuel en euros au sens des articles R2162-2, R2162-4 2.

Ils s'exécuteront par bons de commande au sens des articles R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Le marché relève du CCAG-Fournitures courantes et services, sauf dérogations.

3.2.- Décomposition en tranches ou en lots

En application de l'article L2113.10, la présente consultation est décomposée en 3 lots et donnera lieu à un marché par lot.

Les candidats ont la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

La composition des lots et la définition des seuils maximum annuel en quantité sont les suivantes :

N° du lot	Intitulé du lot	Seuil maximum annuel en €
1	ENGRAIS	145 000 €
2	SEMENCES	60 000 €
3	PRODUITS PHYTOSANITAIRES	70 000 €

Les seuils précédemment cités se calculent en fonction de l'année d'émission de la commande.

Les différents types de produits concernés sont définis dans le BPU de chaque lot, qui précise :

- Le type de produit,
- le conditionnement,
- sa présentation,
- ses spécificités,
- les quantités prévisionnelles.

ARTICLE 4 - DUREE - RESILIATION

Le marché est passé pour une période d'un an à compter de sa notification et pourra être reconduit tacitement, deux fois, pour une durée de un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois ans.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, avec un préavis de trois mois avant chaque date anniversaire du contrat pourra décider de sa non reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire ne peut pas refuser la fin d'exécution du marché.

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS, en particulier lors de retards répétés et non justifiés sur les livraisons.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait de prestations ou de règlements qui resteraient à exécuter.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Le présent marché s'exécute au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis par l'unité du site de Bourges du Centre INRAE Val de Loire.

Ces bons de commande seront transmis par mail. La date d'envoi détermine la date d'émission du bon de commande.

Tout bon de commande portant la mention INRAE permet d'obtenir les conditions prévues au présent marché et doit comporter les renseignements suivants :

- ❖ la référence au présent marché,
- ❖ **le numéro du bon de commande**, à reporter sur le bon de livraison et la facture,
- ❖ la désignation des fournitures et les quantités à livrer,
- ❖ le délai et lieu de livraison,
- ❖ les conditions et l'adresse précise de livraison,
- ❖ le prix unitaire du produit,
- ❖ la signature d'une personne habilitée par le directeur de l'unité concernée.

ARTICLE 6 – LIVRAISONS

6.1- Utilisation de transport propres

Le titulaire devra avoir une démarche de réduction du bilan carbone lors de ses livraisons en privilégiant les moyens de transport moins émetteurs (type de véhicule utilisés), circuit de livraison et formation des chauffeurs à l'écoconduite. Chaque année à la date anniversaire du marché, le titulaire devra fournir le bilan carbone.

6.2- Conditions de livraison

Par application des articles 20 et 21 du CCAG/FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire et ce, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Les vérifications des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG/FCS. Les opérations de vérification sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou le destinataire des fournitures.

La livraison des engrais doit être effectuée en vrac ou bigbag.

Dans la mesure du possible, en cas d'urgence, les agents INRAE pourront directement procéder au retrait des marchandises sur le site du titulaire, sous réserve de présentation d'un bon de commande.

Le titulaire de chaque lot s'engage à reprendre tous les produits non utilisés.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché seront en français.

ARTICLE 7 – PRIX

7.1- Nature des prix

Le marché est conclu à prix unitaire.

Le marché à bons de commande est traité à prix unitaires sur la base des prix figurant au bordereau des prix, appliqués aux quantités réellement livrées.

A ces prix seront appliquées les remises consenties par le titulaire en fonction des quantités commandées et indiquées au Bordereau des Prix Unitaires.

Les prix du marché sont réputés inclure tous les frais et taxes de toute nature ainsi que les sujétions de toute sorte incombant au titulaire du présent marché pour la correcte exécution de ses prestations.

Le prestataire devra indiquer dans son offre la possibilité de stockage des produits, entre la commande et la livraison, et le coût du stockage (% ou montant dans le BPU), le cas échéant.

7.2 – Modalités de détermination des prix

Les prix sont exprimés par rapport à une unité unitaires (litre, tonne, kg, ...) et figurent sur le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du présent marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble

des prestations, frais d'emballage, de transport, de livraison et de de déchargement jusqu'au lieu indiqué sur chaque bon de commande émis.

Le bon de commande arrête le prix des fournitures à son émission au regard du bordereau des prix unitaires du marché tel que précisé ci-dessus.

Les prix hors taxe proposés par les candidats sont contractuels après acceptation par l'INRAE. S'y ajoute la TVA calculée au taux en vigueur au jour de la livraison.

7.3 – Révision des prix

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG – FCS, les prix unitaires prévus au marché sont révisables trimestriellement, sur la base du dernière indice connu.

Lot 1 - Indice engrais :

L'indice retenu est l'indice INSEE des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) – engrais simples azotés - identifiant 010777321.

Lot 2 - Indice semences :

L'indice retenu est l'indice INSEE des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) – semences et plants - identifiant 010777278.

Lot 3 - Indice produits phytosanitaires :

L'indice retenu est l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française – CPF20.20 – Pesticides et autres produits agrochimiques – identifiant 010763823.

En cas d'arrêt de cette série, elle sera remplacée par la série équivalente indiquée sur site INSEE.

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (Mois Mo).

Cette révision de prix prendra la forme d'une mise à jour du Bordereau de Prix du marché faite par le titulaire avec les tarifs révisés.

Pour être valable, chaque nouveau bordereau de prix devra être visé par les deux parties.

Si la mise à jour du Bordereau de Prix Unitaires n'est pas parvenue et validée à l'INRAE avant la facturation, le dernier bordereau validé à la date de la facture s'appliquera.

A tout nouveau prix, s'appliquent les conditions financières et le ou les rabais indiqués à l'acte d'engagement.

7.4 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, dès lors qu'elle aura constaté une augmentation du tarif supérieure à 5 % par rapport au dernier tarif en vigueur.

ARTICLE 8 – EVOLUTIVITE DES BORDEREAUX DE PRIX

En cours de marché, l'ajout de nouveaux aliments sur les Bordereaux de Prix Unitaires sera possible :

- à la demande de l'INRAE, en fonction de nouveaux besoins émergents en cours de marché, dans le cas de la substitution d'un produit devenu indisponible ou dont l'augmentation du prix est devenue trop élevée au regard de l'économie générale du marché,

- à la demande du titulaire dans le cas du remplacement d'une référence qui ne serait plus commercialisée par un équivalent.

Cet ajout prendra systématiquement la forme d'un avenant au marché accompagné d'un nouveau Bordereau de Prix Unitaires annexé.

ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS QUALITATIVES ET QUANTITATIVES DES ALIMENTS

Les opérations de vérification sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité. Le délai de vérification des produits est fixé à 5 jours ouvrables à compter de la date de livraison sur le site INRAE.

ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES POUR RETARD

10.1 - Délais d'exécution

Le présent marché s'exécute au moyen de bons de commande adressés, par les représentants habilités des unités de l'INRAE, au titulaire.

D'une manière générale, chaque bon de commande porte un délai de livraison usuel tel qu'indiqué au mémoire technique du prestataire.

Sans précision, le délai d'exécution maximal ne doit pas excéder 15 jours à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire devra indiquer la possibilité de stocker les fournitures entre le moment de la commande et de la livraison, qui interviendra à la demande de l'unité.

10.2 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule :

$$P = V \times R / 250$$

dans laquelle P est le montant des pénalités, V est la valeur des prestations en retard et R est le nombre de jours de retard.

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT

11.1.- Modalité de paiement

Le règlement est effectué par virement administratif au compte du titulaire précisé à l'acte d'engagement, sur présentation d'une facture par bon de commande, adressée après livraison des fournitures et devra permettre une identification aisée des différents produits.

11.2. – Etablissement des factures

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué sur présentation de factures établies en un exemplaire unique à :

**INRAE Centre Val de Loire
SBFC – SERVICE FACTURIER**

**DOMAINE DE L'ORFRASIERE
37380 NOUZILLY**

Le paiement interviendra dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter **impérativement**, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les renseignements suivants :

- le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
- le numéro du marché et du bon de commande fournis par INRAE
- le nom et l'adresse complète de l'Unité INRAE destinataire des fournitures,
- la désignation de l'émetteur du bon de commande,
- la date de livraison,
- le montant HT des prestations réalisées
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
par poste de facturation, les indications suivantes :
 - la désignation en clair du produit concerné
 - la quantité livrée,
 - le prix public unitaire hors taxes,
 - le taux de remise éventuel pour volume de livraison
 - le prix net résultant

INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Val de Loire - 37380 NOUZILLY.

11.3.- Transmission des factures

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET d'INRAE – centre Val de Loire	18007003900870
Code du service concerné à INRAE	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° DE MARCHÉ	Communiqué à la notification du marché

Pour les prestations régulières : N° d'engagement juridique (N° de Bon de commande de la part forfaitaire)	Communiqué à la notification du marché
Pour les prestations complémentaires : N° d'engagement juridique (Bon de commande suite à acceptation du devis)	Communiqué à l'acceptation du devis des prestations complémentaires
N° TVA Intracommunautaire	FR 57 180 070039

11.4.- Mode de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 Jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

ARTICLE 12 : VERIFICATIONS-RESILIATION

12-1 Vérifications - Contrôle

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

12-2 Résiliation

Les articles 38 à 45 du CCAG FCS s'appliquent.

Tout manquement constaté du titulaire dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Si la société n'a pas donné suite dans les quinze (15) jours suivant la réception de la lettre recommandée, INRAE pourra résilier le contrat de plein droit aux torts du titulaire.

En cas de résiliation du contrat par INRAE, le prestataire sera rémunéré des prestations terminées et admises et des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

ARTICLE 13 : AVANCE

L'option B du CCAG s'applique.

Pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, une avance de 10 % est accordée pour le titulaire lorsque celui-ci est une PME et une avance de 5 % pour les autres entreprises, dans les conditions de l'article R2191-16 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf renonciation expresse du titulaire à l'acte d'engagement.

Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Elle est payée dans le délai de 30 jours à compter de la date d'effet du premier bon de commande émis.

Le remboursement de l'avance interviendra de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 14 - GARANTIES

Une garantie sera exigée contre tout vice de forme ou défaut de matière, pendant 4 mois à compter du jour de la réception des fournitures.

ARTICLE 15 - LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, les litiges seront réglés par les lois et règlements de droit français. Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent.

*Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans
Email : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Tel : 0238775900*

ARTICLE 16 - DEROGATION AU CCAG/FCS

- L'article 10.2 du présent CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

1. Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatons/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglementeuropeen-protection-donnees>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quit-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

2. Engagement du titulaire

2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
- Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
- La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
- Les développements spécifiques,
- L'hébergement des données et des services,
- La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.